

<https://ugtg.org/spip.php?article311>



12 Syndicats appellent à la grève le Mardi 29 Novembre 2005

- Expressions - Tracts -



Date de mise en ligne jeudi 24 novembre 2005

Copyright © UGTG.org - Tous droits réservés



SALARIÉS DU PRIVÉ ET DU PUBLIC, TRAVAILLEURS PRIVES D'EMPLOI, JEUNES, RETRAITÉS

Aujourd'hui, la Guadeloupe c'est :

- ▶ 60.000 chômeurs soit 30% de la population active ;
- ▶ 32.000 Allocataires du RMI ;
- ▶ 17.000 familles vivant en dessous du seuil de pauvreté ;
- ▶ 8 chômeurs sur 10 sans formation qualifiante ou diplômante ;
- ▶ Un taux d'échec scolaire plus important que celui de la France ;
- ▶ Une grande partie de la jeunesse en situation d'exclusion (56% des jeunes de 15-24 ans sans emploi) ;

- ▶ Des milliers d'hectares de terres agricoles empoisonnées ;
- ▶ Faillite totale des collectivités locales et de l'Etat en matière de prévention des risques sanitaires et sismiques et de développement économique et sociale.

Et pourtant, à chaque campagne électorale, les hommes politiques nous promettent le plein emploi, la baisse des impôts, la santé et l'accès au logement pour tous.

La réalité est toute autre. La société guadeloupéenne est édifée non seulement sur la base d'intérêts de classe mais également sur des intérêts de caste. En effet, la majorité d'entre nous est discriminé du fait de notre couleur ou de notre origine et cela depuis des générations.

Alors, cette situation relève-t-elle de la fatalité ?

NOU PA NI MALÉDISYON, NOU PA PLI KOUYON KI PON MOUN !

Loi Pons, Loi Perben, Loi Paul, Loom, Loi programme, Loi Borloo (contrat d'avenir sans avenir, contrat nouvelles embauches ...), loi Fillon. Autant de mesures qui n'ont pas permis d'enrayer la progression du chômage et la précarité an péyi gwadloup. Autant de mesures octroyant exonérations de charges et défiscalisation aux patrons. Déficit de la sécurité sociale, déficit budgétaire des collectivités, dépôt de bilan des entreprises, ...

SÉ TOUJOU ANLÈ TRAVAYÈ, ANLÈ PÈP LA YO KA PRAN SA. .

Les gouvernements successifs (de gauche ou droite) et l'Union Européenne à la solde du patronat n'ont cessé de remettre en cause les droits des travailleurs, la protection sociale, le droit syndical, et même le droit à l'indemnisation au chômage.

UNE CHOSE EST SÛRE CEPENDANT : AUCUNE SOCIÉTÉ NE PEUT PRÉTENDRE À UN QUELCONQUE DÉVELOPPEMENT, À UNE QUELCONQUE PAIX SOCIALE ET CIVILE QUAND LA MAJORITÉ DE SES ENFANTS VIT DANS L'EXCLUSION AVEC LE RISQUE RÉEL D'EXPLOSION SOCIALE COMME DANS LES BANLIEUES DÉFAVORISÉES.

Ainsi, les travailleurs de Courcelles, de Carrefour, de Caraïbes Import, de Bricocéram, de Danone, de la Générale des Eaux, d'Esso Lamentin, des Cliniques privées, de la SRMG, d'Azurel, de l'éducation nationale, des douanes, des impôts, des hôpitaux, de la DSDS, des collectivités locales, etc.... ont raison.

RAISON DE S'OPPOSER À L'EXPLOITATION. RAISON D'EXIGER UN SALAIRE DÉCENT ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL MEILLEURES. RAISON DE DÉNONCER LE MÉPRIS ET LA DISCRIMINATION DONT NOUS SOMMES VICTIMES. RAISON DE S'OPPOSER AUX MESURES LIBÉRALES DU GOUVERNEMENT.

- ▶ Pour le droit au travail ;



Un plan d'urgence :

- ▶ pour l'éducation et la formation ;
- ▶ pour la jeunesse Guadeloupéenne ;
- ▶ pour une véritable politique pour l'intégration des handicapés ;
- ▶ pour combattre la précarité, la pauvreté et l'exclusion par la création massive d'emplois durables ;
- ▶ Pour le respect du droit du travail, des conventions collectives, des accords collectifs et des statuts des agents de la Fonction publique
- ▶ Pour la protection des régimes de retraite ;
- ▶ Pour l'augmentation du pouvoir d'achat ;
- ▶ Pour l'égalité des salaires entre hommes et femmes ;
- ▶ Pour des salaires indexés sur le coût de la vie en Guadeloupe ;
- ▶ Pour une justice sociale et fiscale ;
- ▶ Pour la priorité d'emploi des Guadeloupéens dans tous les secteurs d'activité ;
- ▶ Pour la priorité d'embauche et la promotion des Guadeloupéens aux postes à responsabilité ;
- ▶ Pour une politique de santé au service des Guadeloupéens ;
- ▶ Pour la sauvegarde des mutuelles de Guadeloupe ;
- ▶ Pour la sauvegarde de notre patrimoine écologique, de notre culture, de notre histoire, dè mès é labitid a pèp Gwadeloup ;
- ▶ Pour la défense des libertés syndicales et la reconnaissance du fait syndical Guadeloupéen ;

TOUS ENSEMBLE, JEUNES, CHOMEURS, TRAVAILLEURS, RETRAITES, ENGAGEONS UNE FIERE ET MASSIVE RIPOSTE CONTRE L'EXPLOITATION, LE MEPRIS ET LA DEREGLEMENTATION

PARTICIPONS MASSIVEMENT

AU MEETING D'INFORMATION ET DE MOBILISATION :

12 Syndicats appellent à la grève le Mardi 29 Novembre 2005

Vendredi 25 Novembre : 19 H 00 devant le Palais de la Mutualité à Pointe-à-Pitre.

A LA MOBILISATION GÉNÉRALE ET A LA GRÈVE :

MARDI 29 NOVEMBRE 2005

Rassemblement 9 H 00 devant la mairie de Pointe-à-Pitre

**CFTC / CGTG / CTU / FAEN-SNCL / FSU / SPEG /
SNETAA-EIL / SNUI / UD-FO / UIR-CFDT / UGTG /
UNSA**